

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE POITIERS**

15, rue de Blossac
CS 80541
86020 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05.49.60.79.19
Télécopie : 05.49.60.68.09

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
9h00 à 12h00 - 13h30 à 17h00

Dossier n° : 1601411-3

(à rappeler dans toutes correspondances)

TP SERVICES c/ COMMUNE D'AUSSAC VADALLE

Vos réf. : Marché public- Commune d'Aussac Vadalle /
TP SERVICES

COMMUNICATION DE LA REQUETE

~~Lettre recommandée avec avis de réception~~

1601411-3

M. le Maire
COMMUNE D'AUSSAC VADALLE
Mairie
Rue de la République
16560 AUSSAC VADALLE

M. le Maire,

J'ai l'honneur de vous communiquer une copie de la requête présentée par la partie suivante : TP SERVICES enregistrée le 22/06/2016 sous le numéro mentionné ci-dessus.

Je vous recommande de faire figurer ce numéro dans toutes vos correspondances relatives à cette affaire.

L'original de ce document est accompagné de 15 pièce(s) dont vous trouverez, ci-joint, copie(s).

Un délai de 60 jours vous est imparti pour présenter votre mémoire en 3 exemplaires (en nombre égal à celui des autres parties en cause, augmenté de deux). La production de copies du mémoire est dispensée dans le cadre d'un dossier faisant l'objet d'une communication électronique au moyen de Télérecours.

Le cas échéant, les pièces accompagnant votre mémoire devront être numérotées, énumérées sur un bordereau d'accompagnement et fournies en autant d'exemplaires.

Afin de compléter l'instruction, je vous invite à joindre à votre mémoire la délibération vous autorisant à défendre dans cette affaire.

L'état de l'instruction de ce dossier peut être consulté avec le code d'accès confidentiel T86 - 1601411 - 64906 sur le site internet <http://sagace.juradm.fr>.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, M. le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.



Le Greffier en Chef,
ou par délégation le Greffier,

FIDAL - SOCIETE D'AVOCATS
Le Montesquieu
19 avenue du Président JF Kennedy
BP 50330
33695 MERIGNAC CEDEX
Tél. 05.56.13.83.40 Fax 05.56.13.83.49

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS

15 rue de Blossac
86000 POITIERS

RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX

POUR :

La société TP Services, société à responsabilité limitée unipersonnelle, immatriculée au RCS sous le n°491 704 045, dont le siège social est 13 rue Mativo à Magnac sur Touvre (16 000), pris en la personne de son gérant en exercice, Stéphane Manat

*Ayant pour avocat la société FIDAL,
19 avenue du Président JF Kennedy (33700) Mérignac
Représentée par Me Pauline Maumot, avocat au Barreau de Bordeaux,
pauline.maumot@fidal.com*

CONTRE :

La Commune d'Aussac Vadalle, représentée par son maire en exercice

DECISION ATTAQUEE :

La décision implicite en date du 27 Février 2016 par laquelle la Commune d'Aussac Vadalle a rejeté la réclamation de la société TP Services portant sur le décompte général notifié par la commune le 7 décembre 2015 à la société, titulaire du lot n°1 du marché de travaux portant sur la restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaire (tranche ferme) et la construction d'un atelier communal (tranche conditionnelle).

La société TP Services à l'honneur de saisir votre Tribunal en réformation du décompte général du 7 décembre 2015 par lequel la Commune d'Aussac Vadalle a mis à la charge de la société TP services la somme de 6420 € de pénalités de retard et en condamnation de la Commune à rembourser ladite somme (**pièce n°1**).

FAITS :

Par acte d'engagement du 17 avril 2013, la Commune d'Aussac Vadalle a attribué à la société TP Services, le lot n°1 du marché de travaux portant sur la restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaire (tranche ferme) et la construction d'un atelier communal (tranche conditionnelle).

Ce marché a été respectivement conclu pour les sommes de :

- 14 942,61 € HT pour la tranche ferme
- 21 484,10 € HT pour la tranche conditionnelle

L'article 3.1 de l'acte d'engagement stipulait un délai d'exécution de (**pièce n°2**) :

- 5 mois pour la tranche ferme (avec une livraison au plus tard le 25 aout 2013)
- 7 mois pour la tranche conditionnelle

Par ordre de service n°2 en date du 6 septembre 2013, la tranche conditionnelle a été affermie avec un démarrage des travaux fixé le 9 septembre 2013 (**pièce n°3**).

En application du délai d'exécution de 7 mois prévu par l'acte d'engagement, la tranche conditionnelle devait être réceptionnée le 9 avril 2014.

Le 27 décembre 2013, la société TP services a envoyé à la Commune une facture n°1312.173 correspondant à son avancement dans l'exécution de la tranche conditionnelle (**pièce n°4**).

Le 12 février 2014, la Commune d'Aussac Vadalle, lui a versé la somme de 1124,50 € correspondant au montant de sa facture déduction faite de la retenue de garantie de 5% et de pénalités de retard d'un montant de 6420 € (**pièce n°4**).

Le marché a été réceptionné sans réserve le 21 février 2014, soit avec un mois et demi d'avance par rapport au planning contractuel (**pièce n°5**).

Par lettre du 4 décembre 2015, reçue le 7 décembre 2015, la Commune a notifié à la société TP Services le décompte général du marché en maintenant l'application de pénalités de retard à l'encontre de la société.

La société TP service a adressé le 13 janvier 2016, à la commune ainsi qu'au maître d'œuvre une réclamation contestant le montant des pénalités qui lui étaient appliquées (pièces n°6 et n°7).

Le maire d'Aussac Vadalle n'a pas répondu à cette réclamation, dans le délai de 45 jours qui lui était imparti par l'article 50.1.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés de travaux impliquant qu'il ait rejeté implicitement la demande de la société.

C'est dans ces circonstances que la société TP SERVICES introduit le présent recours contentieux pour demander le paiement de la somme qui lui a été irrégulièrement retenue au titre de pénalités.

DISCUSSION :

I- A titre principal, sur l'application irrégulière des pénalités

L'article 5-3.1 intitulé « pénalités pour retard d'exécution » du cahier des clauses administratives particulières, encadre l'application des pénalités de la manière suivante (pièce n°8) :

« Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 5.1.2 ci-dessus.

a) Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré :

- Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au paragraphe c. ci-après.

b) Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de chaque entrepreneur sur le chantier :

- Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt une retenue journalière provisoire indiquée au paragraphe c. ci-après.
- Cette retenue est transformée en pénalités définitive, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :
 - Ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
 - Ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots »

En l'espèce, il a été indiqué à la société, par télécopie du 13 février 2014, les raisons pour lesquelles des pénalités de retard lui ont été appliquées (**pièce n°9**).

Il est reproché à la société d'avoir pris du retard dans la réalisation du terrassement et de l'assainissement de l'atelier (tranche conditionnelle).

Ce retard correspond à la deuxième hypothèse de retard prévue par l'article 5-3.1 du CCAP précité (hypothèse b) à savoir : un retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives.

En vertu des dispositions du CCAP, ces pénalités devaient être appliquées à titre provisoire sur la situation de travaux de la société.

Pour que ces pénalités deviennent définitives (impliquant que la maîtrise d'ouvrage ne les rembourse pas), il convenait :

- Soit que l'entrepreneur n'ait pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot : en l'espèce les travaux de la société TP services ont été réceptionnés sans réserve 1 mois et demi avant la date contractuelle d'achèvement des travaux.

Cette condition n'est donc pas remplie

- Soit que l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, ait perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots : en l'espèce ce n'est pas seulement les travaux de la société TP services mais les travaux de tous les autres lots qui ont été réceptionnés le 22 février 2014. Cette réception anticipée démontre que le retard reproché à la société TP services n'a pas perturbé la marche du chantier ni provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots. Il sera plus encore démontré *infra* que ce sont plus spécifiquement les travaux de la société TP services qui ont été retardés par le retard pris par d'autres intervenants au chantier.

Cette condition n'est donc pas remplie.

Les conditions prévues par le CCAP justifiant que les pénalités provisoires soient transformées en pénalités définitives n'étant pas réunies, les pénalités retenues sur la facture 1312.173 de la société TP Services, ne pouvaient pas devenir définitives.

C'est donc à tort que la Commune les a consacrées dans le décompte général qui lui a été notifié.

Ces pénalités doivent par conséquent lui être remboursées.

La société TP services n'est de surcroît pas responsable du retard qui lui est reproché, raison pour laquelle ces pénalités devront du plus fort lui être remboursées.

II- A titre subsidiaire, sur l'absence de responsabilité de la société TP Services dans le retard reproché

Il est reproché à la société TP Services d'avoir pris du retard dans le terrassement et l'assainissement de la tranche conditionnelle.

Il est indiqué dans la télécopie du 13 février 2014 envoyée à la société TP services que : « Dans le compte rendu de réunion de chantier CR n°12, il a été demandé à l'entreprise le démarrage du terrassement et surtout le déplacement de l'assainissement pour le 19/09/13 – S35, le terrassement a été constaté S-43 sans que l'assainissement n'ait été modifié, il ne l'est toujours pas ». (**pièce n°9**)

Il paraît tout d'abord nécessaire de rectifier l'erreur matérielle présente dans cette note. Il ressort en effet du compte rendu de chantier n°12 que le démarrage du terrassement était prévu semaine 37 et non semaine 35 (CR n°12 : **pièce n°10**).

Il convient ensuite de rappeler qu'une entreprise ne peut être condamnée au paiement de pénalités que pour le retard dont elle est seule responsable.

L'article 20.1 du CCAG Travaux prévoit ainsi que ce n'est seulement qu' : « En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux » qu'il peut être appliqué une pénalité journalière calculée sur le montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

A contrario, aucune pénalité ne peut être appliquée lorsque le non respect des délais de réalisation des travaux est la conséquence du fait d'une autre personne qu'elle soit intervenante sur le chantier ou tiers à l'opération (pour une hypothèse de retard résultant de la faute du maître d'œuvre : CE 14 mai 2008, n°282312, collectivité territoriale de Corse).

En l'espèce, la société TP services n'est pas responsable du retard qui lui est reproché :

➤ S'agissant du terrassement de l'atelier

Le terrassement de l'atelier devait commencer semaine 37.
Ce terrassement impliquait toutefois le déplacement de l'atelier de 2 mètres vers le fond de la parcelle afin d'éviter le déplacement de l'alcuve à fuel. Ce déplacement ne pouvait être effectué sans l'accord de la maîtrise d'ouvrage.
Cet accord a été donné semaine 38, ce qui explique que la société TP Services ne soit intervenue qu'à partir de cette semaine (cf compte rendu n°14 : **pièce n°11**).

Cette dernière n'est donc pas responsable du retard dans le démarrage du terrassement

➤ S'agissement de l'assainissement

La réalisation de l'assainissement nécessitait l'intervention de nombreux autres acteurs. Le retard pris par les autres lots explique les raisons pour lesquelles la société TP services n'a pas pu réaliser l'assainissement dans les délais imposés par la maîtrise d'œuvre.

Pour réaliser l'assainissement, la société TP services nécessitait tout d'abord de connaître les cotes du gros œuvre (lot 2).

La fourniture de ces cotes a été demandée par la maîtrise d'œuvre au lot n°2 seulement en semaine 38 (cf CR n°14 : **pièce n°11**)

Dans une réponse au compte rendu n°17 envoyée le 22 octobre 2013, la société TP services a par la suite expliqué les raisons pour lesquelles les travaux d'assainissement ne pouvaient pas se poursuivre normalement :

*« Il faut que l'entreprise Charrier ait coulé la plateforme et que les attentes assainissement soient sorties pour pouvoir continuer les travaux d'assainissement » (**pièce n°12**).*

C'est pour cette raison que ses travaux n'étaient pas achevés semaine 42 malgré la demande de la maîtrise d'œuvre (CR n°17 : **pièce n°13**).

Il ressort par la suite du compte rendu n°20 (semaine 46) que la poursuite de l'assainissement nécessitait une coordination avec le lot 2 s'agissant du passage des réseaux. Or cette coordination entre les deux lots n'a été abordée par la maîtrise d'œuvre qu'en semaine 47 (CR n°20 : **pièce n°14**)

A ce stade de l'avancement du chantier, la société TP services était donc encore dépendante d'autres lots pour avancer dans la réalisation de ses travaux.

Elle a d'ailleurs indiqué le 21 janvier 2014, dans ses observations au compte rendu n°24, être toujours « *dans l'attente des gaines PEHD diam 25 et diam 32* » que l'entreprise STASIAK devait lui fournir. Ces gaines étaient pourtant indispensables pour poser les fourreaux dans les tranchées d'assainissement (**pièce n°15**)

Enfin, la réalisation des travaux d'assainissement a également été retardée par le fait que les différents points de comptage des linéaires de réseaux secs et gravitaires, vérifiés en réunion avec la maîtrise d'œuvre, ne correspondaient pas au marché de base. Dès lors, la société TP services a dû attendre les prescriptions de la maîtrise d'œuvre pour avancer dans ses travaux.

Il résulte de tout ce qui précède que la réalisation de l'assainissement de l'atelier a nécessité l'intervention de nombreux acteurs dont les retards respectifs ont impliqué le retard final de l'exécution des travaux de la société TP services

Le retard reproché dans la réalisation des travaux d'assainissement de l'atelier n'est donc pas imputable à la société TP services mais résulte de l'accumulation de divers événements extérieurs (retard des entreprises Charrier, Stasiak, de la validation du déplacement de l'atelier, problème de corrélation entre les travaux demandés et le marché de base).

Par conséquent, les pénalités de retard ne pouvaient, en tout état de cause, pas être appliquées à la société TP services.

Pour cette raison également, la société TP services réclame que ces pénalités, indument retenues sur la facture n°1312.173, lui soient remboursées.

En tout état de cause, et comme l'a rappelé la société TP services précédemment, ce retard qui lui est reproché ne lui est pas imputable et n'a pas empêché le bon respect de la date de livraison du chantier, empêchant que des pénalités lui soit réclamées.

III- Sur les demandes de la société TP SERVICES

A- En ce qui concerne le règlement des pénalités irrégulièrement retenues assorti du paiement d'intérêts moratoires

Il résulte de ce qui précède que c'est de manière injustifiée que la commune d'Aussac Vadalle a appliqué à la société TP SERVICES 6 420 € de pénalités de retard.

Ces pénalités devront par conséquent lui être réglées.

En outre, si ces pénalités ne lui avaient pas été appliquées, la société n'aurait jamais contesté le décompte général qui lui a été notifié.

Le paiement de son marché aurait donc dû intervenir au maximum 30 jours après le délai de 45 jours laissé au titulaire du marché pour accepter le décompte général, soit le 28 mars 2016.

Compte tenu du retard de paiement du solde du marché restant dû à la société, le règlement des pénalités de retard devra être assorti du versement d'intérêts moratoires à compter du 28 mars 2016, calculés conformément à l'article 5.3 du CCAP du marché.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros sera également due en application de l'article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013.

B- En ce qui concerne l'application de l'article L.761-1 du code de justice administrative

L'application irrégulière de pénalités de retard à la société TP SERVICE et le refus catégorique de la commune de revoir les pénalités malgré la réclamation de la société, a contraint cette dernière à saisir un avocat pour introduire le présent recours contentieux.

Ce recours a été générateur de frais pour la société qui auraient pu être évités si la commune avait accepté de revenir sur ses pénalités.

Pour cette raison la commune d'Aussac Vadalle devra être condamnée à verser à la société TP SERVICES la somme de 3 000 € sur le fondement de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

PAR CES MOTIFS

PLAISE AU TRIBUNAL DE :

- Annuler la décision implicite en date du 27 Février 2016 par laquelle la Commune d'Aussac Vadalle a rejeté la réclamation de la société TP SERVICES portant sur le décompte général notifié par la commune le 7 décembre 2015 à la société,
- Réformer le décompte général notifié par la Commune d'Aussac Vadalle à la société TP SERVICES le 7 décembre 2015 en supprimant intégralement les pénalités de retard appliquées à la société TP SERVICES 16 ;
- Condamner la Commune d'Aussac Vadalle à verser à la société TP SERVICES la somme de 6 420 € au titre des pénalités qu'elle lui a irrégulièrement retenues,
- Condamner la Commune d'Aussac Vadalle à verser à la société TP SERVICES des intérêts moratoires sur la somme de 6420 €, calculés conformément aux dispositions du CCAP du marché, et comptabilisés à compter du 28 mars 2016,
- Condamner la Commune d'Aussac Vadalle à verser à la société TP SERVICES une indemnité forfaitaire de 40 € pour retard de paiement ;
- Condamner la commune d'Aussac Vadalle à verser à la société TP SERVICES la somme de 3 000 € sur le fondement de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Fait à Mérignac, le 22 Juin 2016



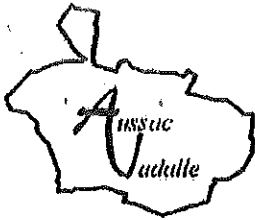
FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 4
33695 MERIGNAC CEDEX

BORDEREAU DES PIECES JOINTES

- Pièce n°1 : décompte général
- Pièce n°2 : acte d'engagement
- Pièce n°3 : OS n°2
- Pièce n°4 : facture n°1312.173
- Pièce n°5 : procès verbal de réception
- Pièce n°6 : notification de la réclamation à la Commune
- Pièce n°7 : notification de la réclamation au maître d'oeuvre
- Pièce n°8 : CCAP
- Pièce n°9 : télécopie du 13 février 2014 justifiant l'application de pénalités de retard
- Pièce n°10 : CR n°12
- Pièce n°11 : CR n°14
- Pièce n°12: observations au CR n°17
- Pièce n°13 : CR n°17
- Pièce n°14 : CR n°20
- Pièce n°15 : observations au CR n°24



EIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50330
33695 MERIGNAC CEDEX



FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50320
33695 MERIGNAC CEDEX

TP Services

Monsieur le Gérant
9, rue de Mativo
16600 MAGNAC SUR TOUVRE

Aussac-Vadalle, le 04 décembre 2015

Objet : Vos lettres de mise en demeure
Lettre Recommandée avec AR

Monsieur le Gérant,

Depuis plusieurs mois, vous m'adressez des demandes de pièces que vous avez déjà reçues et de nombreuses demandes de remboursement pour des motifs différents.

Toutes ces demandes ne sont pas fondées, mais comme vous persistez, il me semble, en tant que représentant d'un service public, nécessaire de vous apporter des explications, voir de vous éclairer sur les mécanismes de la comptabilité publique et des marchés publics.

Je vous conseille fortement de vous faire assister d'un spécialiste de ces domaines afin qu'il vous confirme mes propos si besoin.

Je vous adresse donc la version papier du DGD qui vous a été transmis en PJ à un courriel, sous la forme d'un fichier Excel, par le maître d'œuvre le 10 juillet 2014, auquel vous avez répondu le 11 juillet 2014. La version papier a été signée le 15 juillet 2014.

Ce DGD comporte une erreur de TVA, que j'ai demandé au Maître d'œuvre de corriger le 30 novembre 2015, afin que la compréhension de la situation vous soit la plus aisée possible. Je vous adresse donc ce document contrôlé le 30 novembre 2015. Cette correction n'affecte en rien les sommes hors taxes et donc la finalité du document.

Je reprends votre DGD transmis le 11 juillet 2014. Le récapitulatif en page 6 arrête le montant hors taxe du marché à la somme de **40 169,71 €**. Je suis tout à fait d'accord sur ce montant.

La somme hors taxe de 33 266,60 €, portée au titre du décompte antérieure, n'est pas exacte. En effet la somme avec retenue de garantie est de 40 188, 71 € et sans retenue de garantie de 30 354,20 €.

Pour mémoire je vous rappelle que la commune mandate les sommes TTC, et que le trésorier de la commune verse les mêmes sommes diminuées de la retenue de garantie fixée à 5% dans le cadre du présent marché. Il vous appartient au bout d'un an après la fin des travaux de demander à la commune le versement de la retenue de garantie. La commune ordonne alors au trésorier d'effectuer le paiement. Dans notre affaire vous n'avez jamais fait cette demande, si ce n'est dans votre lettre du 24 novembre 2015, que vous demandez le versement de la retenue de garantie pour un montant de 414.19€.

Le montant total de la retenue de garantie conservée par le trésorier est de 2408,58 €. Je lui demande de vous verser cette somme, dès réception de votre accord sur ma proposition.

Je reviens sur les sommes qui ont été mandatées par la commune à votre profit. Je précise qu'il s'agit bien des sommes mandatées par la commune au sens de la comptabilité publique :

Mairie 61, Rue de la République 16560 Aussac-Vadalle
Tél : 05 45 20 61 60 / Télécopie: 09 72 31 00 94
Courriel: mairie@aussac-vadalle.fr
Internet : www.aussac-vadalle.fr

En 2013 par Mandat n° 600, bordereau 95 DU 19/11/2013 la somme de 8 278,84 € TTC dont 1356,73 € de TVA à 19,6%,

En 2014 par Mandat n° 72, bordereau 9 du 04/02/2014 la somme de 7 941,57 € TTC dont 1301,46 € de TVA à 19,6%,

En 2014 par Mandat n° 114, bordereau 14 du 28/02/2014 la somme de 31 951,79 € TTC dont 5325,30 € de TVA à 20%,

En 2014 par Mandat d'Annulation n° 2, bordereau 2 du 22/09/2014 la somme de - 22,80 € TTC dont 3,80 € de TVA à 20%.

Soit un total de mandatement de 48 149,40 € TTC (avec retenue de garantie).

Cette somme correspond exactement au montant hors taxe du marché si on déduit la TVA applicable à la facturation 19,6 ou 20%, pour un montant de 7979,69€.

La commune a émis un titre de paiement en application des pénalités qui vous ont été appliquées :

En 2014 par Titre n° 16 bordereau 7 DU 04/02/2014 pour 6420,00 €.

Pour résumer, dans le cadre du marché, la commune d'Aussac-Vadalle vous devait :

- Montant total TTC du marché : 48 149,40 €
- Montant total des pénalités : 6420 €

Soit un montant du, de **41 729,40 € TTC**

Je vous confirme que la commune s'est acquittée de la totalité de cette somme en 2013 et 2014 comme stipulé ci-dessus.

Comme je vous l'ai proposé plus haut, je suis d'accord pour dès réception de votre demande, d'autoriser le trésorier à vous verser la retenue de garantie pour un montant de 2408,58 €.

Pour la bonne forme et dans un but de bonne relation le DGD corrigé en PJ constitue la notification du décompte général et définitif en application de l'article 13.4.2 du CCAG TRAVAUX. Celui-ci fera courir le délai de contestation éventuelle de 45 jours prévu à l'article 13.4.4 du CCAG TRAVAUX.

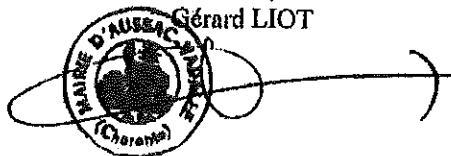
Si vous avez encore des questions, je peux vous recevoir si vous venez accompagné d'une personne maîtrisant les domaines évoqués, afin d'optimiser notre rencontre.

J'espère que mes propos sont assez clairs.

Dans l'attente de votre réponse,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire,
Gérard LIOT



Mairie 61, Rue de la République 16560 Aussac-Vadalle
Tél : 05 45 20 61 60 / Télécopie: 09 72 31 00 94
Courriel: mairie@aussac-vadalle.fr
Internet : www.aussac-vadalle.fr

Maître d'ouvrage : Aussac Vadalle
16560 Aussac Vadalle

DECOMPTE GENERAL DEFINITIF

Affaire : Aménagement restaurant scolaire
construction atelier municipal

MARCHE Tr FERME 14 942,61 €
Avenant I -2 666,50 €
OS 3 6 409,50 €
MARCHE Tr FCOND 21 484,10 €

Objet du marché

Titulaire du Marché
Charge des lot

TP Services
Terrassement VRD

TVA 5,5% 0,00 €
TVA 20% 7 979,69 €

Eléments de calcul de l'acompte	Montant	Montants cumulés depuis l'origine
A Avance et acompte en prix de base		
1 Montant de décompte n	40 169,71	40 169,71
2 Montant du décompte antérieur n	40 188,71	
3 Montant de l'acompte en prix de base (A1-A2)	-19,00	
B Actualisation ou révision des prix		
1 Actualisation 0,0%	0,00	0,00
2 Montant cumulé figurant sur l'état d'acompte antérieur		0,00
3 Montant cumulé depuis l'origine (B2+B1)		0,00
TOTAUX HT	-19,00	40 169,71
C Taxe sur la valeur ajoutée		
1a TVA au taux de 20%	-3,80	-3,80
1b TVA au taux de 5,5%	0,00	0,00
2 Montant cumulé figurant sur l'état d'acompte antérieur		7 983,49
3 Montant cumulé depuis l'origine (C1a+C1b+C2)		7 979,69
TOTAUX TTC	-22,80	48 149,40
D Retenue de garantie		
1 Retenue de garantie du présent état 5%	-1,14	RG -1,14
2 Montant cumulé figurant sur l'état d'acompte antérieur		4 006,20
3 Montant cumulé depuis l'origine (D1+D2)		4 005,06
E Pénalités		
1 Pénalités pour RDV de chantier et retards	0,00	0,00
2 Montant cumulé figurant sur l'état d'acompte antérieur		6 420,00
3 Montant cumulé depuis l'origine (E1+E2)		6420,00
Montant cumulé du marché	-21,66	37 724,34

Exercice :
Chapitre :
Montant du dernier certificat : 30 354,20 €

Date du mandat : 13/07/2014

N° du mandat : 143, rue de Montmoreau

Reçu le : 14031 Angoulême

Visé par l'architecte le : 13/07/2014

Olivier GOUEDO Architecte S.A.R.L.

gouedo.archi@orange.fr

02 47 45 39 92 41

Certifie qu'il peut être payé à l'entreprise

TP Services

sur le chapitre article du budget de l'exercice

le somme de : -21,66 €

Soit en toutes lettres : moins vingt et un euros et soixante six centimes



Le Maire,
Gérard LIOT

l'ordonnateur

AR PREFECTURE
016-211600242-20130417-PP-1-1-1-01-00
Reçu le 17/04/2013

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

2

NOTE D'ENGAGEMENT (AE):

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Commune de Aussac-Vadalle
rue de la République
16560 Aussac-Vadalle

FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.F. 50130
33695 MERIGNAC CEDEX

OBJET DU MARCHE :

Restructuration de l'Ecole et restaurant scolaire (Tr Ferme)
Construction d'un Atelier Communal (Tr Cond)

Lot n° 01

Intitulé du lot : TERRASSEMENT

Date du marché :

Montant TTC :

Imputation budgétaire :

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

passé en application des articles 26 (révisé par le Décret n° 2008-1355 du 19 décembre 2008), 28 du Code des Marchés Publics 2006

Maîtrise d'œuvre :

Architecte :

M. Olivier GOUEDO - Architecte DPLG
143, rue de Montmoreau - 16000 Angoulême

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics 2006 :

Monsieur le Maire

Comptable Public assignataire des paiements :

Perception de Mansle

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de Mars 2013 (mois zéro - m0)

ARTICLE PREMIER - CONTRACTANT (S)

Je soussigné,

Nom et prénom : M. MANAT Stéphane
*agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :
Domicilié à :
Tél :
*agissant pour le compte et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) Sarl TP SERVICES
ayant son siège à : 9 Rue de Mativo 16600 MAGNAC SUR TOUVRE
Tél : 05 45 69 05 33
N° d'identité d'établissement (SIRET) : 491 704 045 00013 N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : 004470616

NOUS soussignés,

Cotraitant 1
Nom et prénom :
*agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :
Domicilié à :
Tél :
*agissant pour le compte et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)
ayant son siège à :
Tél :
N° d'identité d'établissement (SIRET) : N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant 2
Nom et prénom :
*agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :
Domicilié à :
Tél :
*agissant pour le compte et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)
ayant son siège à :
Tél :
N° d'identité d'établissement (SIRET) : N° d'inscription 1 au répertoire des métiers ou 1 au registre du commerce et des sociétés :

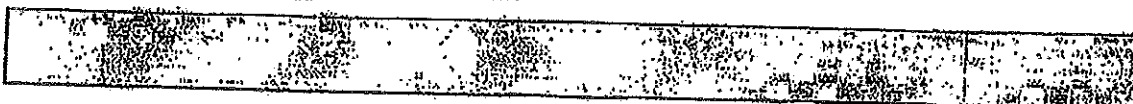
Cotraitant 3
Nom et prénom :
*agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :
Domicilié à :
Tél :
*agissant pour le compte et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)
ayant son siège à :
Tél :
N° d'identité d'établissement (SIRET) : N° d'inscription 1 au répertoire des métiers ou 1 au registre du commerce et des sociétés :

Après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses administratives particulières (C.C.A.P) et des documents qui y sont mentionnés,
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles 44 et 45 du Code des Marchés Publics (C.M.P).

m'engage sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 46 du C.M.P ainsi que les attestations d'assurance visées à l'article 1.6.3. du C.C.A.P et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du lot désigné en page 1 du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation.



ARTICLE 2 - PRIX

2.1. MONTANT DU MARCHÉ

L'offre de prix est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé en page 1 du présent acte d'engagement.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4-4 du C.C.A.P.

Les prestations définies au CCAP portent sur 1 lot de l'opération de travaux.

Le montant du marché devra faire ressortir une tranche ferme selon les modalités définies dans le règlement de consultation et le CCTP.

Evaluation des travaux

Les travaux du lot pour lequel je m'engage / nous nous engageons, seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire. Le candidat devra obligatoirement remplir le DPGF.

	Tranche ferme	OPTION
Prix Hors T.V.A.	14 942,61€	11 122,00€
T.V.A. au taux de 19,60 %	2928,75 €	2 179,91€
Montant T.T.C.	17 871,36 €	13 301,91€

Tranche ferme montant TTC arrêté en lettres à :

Dix sept mille huit cent soixante et onze euros trente six centimes.....

Option montant TTC arrêté en lettres à :

Treize mille trois cent un euros et quatre vingt onze centimes.....

4/Erreur / Source du renvoi introuvable. .

2.2. MONTANT SOUS-TRAITE

2.2.1. Montant sous-traité désigné au marché

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le(s) annexe(s) n° au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par des sous-traitants, leurs noms et leurs conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage / nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Tranche ferme	OPTION
Montant HT :
TVA 19.6 %
Montant TTC.
Tranche conditionnelle	OPTION
Montant HT :
TVA 19.6 %
Montant TTC.

Les déclarations et attestations (article 114 1° du CMP) des sous-traitants recensés dans les annexes, sont jointes au présent acte d'engagement.

2.2.2. Créance présentée en nantissement ou cession

1 Prestataire unique

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

1 Groupement

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3

ARTICLE 3 – DELAI DE REALISATION

6/Erreur ! Source du renvoi introuvable. -

3-1. Période d'exécution

Les travaux seront exécutés dans le délai global de 7 mois incluant le délai de préparation à compter de la date fixée par l'Ordre de Service qui prescrira de les commencer.

Tranche ferme : 7 mois

Un planning détaillé d'exécution, établi pendant la période de préparation, fixera le délai relatif à chaque lot dans l'annexe du CCTP suivant :

Tranche	Délai
Tranche Ferme	5 mois livraison 25 Août 2013 au plus tard
Tranche Conditionnelle	7 mois

Le délai d'exécution propre au lot 01 pour lequel je m'engage sera déterminé dans les conditions stipulées à l'article 5-1 du CCAP selon la tranche ferme.

L'ordre de service prescrivant de commencer l'ensemble des travaux d'une tranche sera notifié à chaque entrepreneur titulaire d'un lot.

L'affermissement des tranches conditionnelles sera fixé par le Maître d'ouvrage et selon ses conditions.

Le délai maximum d'affermissement des tranches conditionnelles est de 12 mois à compter de la notification du marché.

3-2. Délai(s) distinct(s)

Sans objet.

ARTICLE 4 – PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 4 du CCAP.

1 Prestataire unique

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit du compte ci-après (joindre un RIB ou un RIP).

compte ouvert à l'organisme bancaire : **BANQUE POPULAIRE AQUITAINE
CENTRE ATLANTIQUE**

à Soyaux (16)

au nom de : **TP SERVICES**

sous le numéro : **14221170624**

clé RIB : **82**

code banque : **10907**

code guichet : **00216**

7/Erreur ! Source du renvoi introuvable. -

Groupement solidaire

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit du compte ci-après (joindre un RIB ou un RIP).

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :

! Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

A ne renseigner que pour les lots dont le montant est supérieur à 50.000 € HT :

! Prestataire unique

Le prestataire désigné ci-devant :

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'article 6.2. du CCAP

! Groupement

Les prestataires désignés ci-devant :

! refusent de percevoir l'avance

! ne refusent pas de percevoir l'avance

Date d'effet du marché :

Reçu notification du marché le :

Le prestataire / mandataire du groupement :

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le
par le prestataire / mandataire du groupement destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

A Aussac-Vadalle, le
(date d'apposition de la signature ci-après)



**BANQUE POPULAIRE
AQUITAINE
CENTRE ATLANTIQUE**

Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L.512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ordonnance des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit, Statut: 755 501 590 RCS Bordeaux.
Siège social: 10 quai des Quinze 33072 Bordeaux Cedex. Immatriculée au Tribunal de Commerce de Bordeaux au numéro 07 005 628. Garantie financière et assurance responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L.550-1 et L.550-2 du code des assurances. Numéro d'identification intracommunautaire FR00765501590.
Code AIC 6419 Z.

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

TITULAIRE DU COMPTE :

TP SERVICES

ADRESSE :

9 RUE DE MATIVO
16600 MAGNAC SUR TOUVRE

DOMICILIATION : BPACA SOYAUX- 00301

CODE BANQUE	CODE GUICHET	NUMERO DE COMPTE	CLE RIB
10907	00216	14221170624	82

IBAN : FR76 1090 7002 1614 2211 7062 482
Adresse SWIFT (BIC) : CCBPFRPPBDX

Ce relevé, d'identité, bancaire est à utiliser pour les opérations que vous seriez amenés à inscrire à mon compte ouvert à la **BANQUE POPULAIRE AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE** :

- Domiciliation de salaire, virements, versements, prélèvements.....

Son utilisation vous garantira le bon enregistrement des opérations en cause et évitera les retards ou erreurs d'imputation.

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A **Aussac-Vadalle**, le 17/04/2013.

Le représentant du pouvoir adjudicateur,



Le Maire,
Gérard LIOT

Le pouvoir adjudicateur certifie que le présent marché a été reçu par le représentant de l'Etat, au titre du contrôle de légalité, le :

Fait en un seul original.

A Magnac sur Touvre, le 06 Mars 2013

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé"
Signature(s) du (des) entrepreneur(s)

 "Lu et approuvé"
TP Services
9, Rue Mativo
16600 MAGNAC/TOUVRE
SIRET 401 704 046 00013 - APE NAF 431A
TVA intracommunautaire FR 704 046 00013

③



FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50331
33695 MERIGNAC CEDEX

ORDRE DE SERVICE N° 2

N° : 01

Lot : Terrassement VRD

Maître d'Ouvrage : Mairie d'Aussac Vadalle

Adresse : Le Bourg
16660 Aussac Vadalle

Entreprise : Entreprise TP Services
9, rue Malivo
16600 Magnac sur Touvre

Lieux des Travaux : Ecole Aussac Vadalle

Les numéros et la date de l'Ordre de service sont à rappeler sur les situations et mémoires.

NATURE DES TRAVAUX : Construction d'un atelier communal

MONTANT DES TRAVAUX =

TRANCHE CONDITIONNELLE	
21 484,10 €	HT
4 210,88 €	TVA 19,6%
25 694,98 €	TTC

OBJET : Affermissement de la tranche conditionnelle :
Démarrage travaux : Semaine 37, le 09 septembre 2013

Angoulême, le 06/09/2013
L'Architecte, [Signature]
123 rue de Montesquieu
16000 Angoulême
Tel: 05 45 25 10 30
Fax: 05 45 25 10 41
goudo-olivier@orange.fr

06/09/13
Représentant
Maître d'ouvrage
Le Maire,
Gérard LIOT

Reçu le 06/09/2013
L'entrepreneur
[Signature]

L'entrepreneur devra, sous peine de forclusion, faire connaître ses observations dans les 10 jours qui suivront la réception du présent ordre de service.

Nota : ordre de service à nous retourner daté et signé

4

FIDAL
CABINET D'ARCHITECTES
MAITRE P. MONTESQU
"Le Montesqu"
19, avenue J.-F. Kennedy
33695 MERIGNAC CEDEX

MAIRIE D'AUSSAC VADALLE
Rue de la République
16560 AUSSAC VADALLE

FACTURE N° 1312.173
Magnac SurTouvre, le 27 Décembre 2013

TAURANT SCOLAIRE ET SES CUISINES

	Unité	Qté entreprise	Qté facturée	PU HT	Montant
1.1.1	definition de l'opération				
1.1.2	Reconnaissance des lieux	u	1	10	10,00
1.1.3	Implantation	u	1	30	30,00
1.1.4	Matériaux	u	1	10	10,00
1.1.5	Dispositions techniques	u	1	20	20,00
1.1.6	Dossier de recouvrement	pm			
1.1.7	Nature des sols	u	1	20	20,00
1.1.8	Protection de l'environnement	u	1	10	10,00
1.1.9	Dimensions des canalisations	u	1	20	20,00
1.1.10	Rapport avec l'administration	u	1	20	20,00
1.1.11	Plans d'excution	u	1	20	20,00
1.1.12	Epuisement	u	1	0	0,00
1.1.13	Coordination	u	1	20	20,00
	Sous total				180,00
1.2	Description des ouvrages				
	Sous total				0,00
1.3	Hygiène-sécurité et nettoyage				
1.3.1	Hygiène-sécurité et nettoyage	Ens	1	250	250,00
	Sous total				250,00
1.4	Nota Important				
	Sous total				0,00
1.5	Travaux préparatoires				
1.5.1	Implantation	Ens	1	100	100,00
	Sous total				100,00
1.6	Terrassement-remblacements				
1.6.1	Généralités	P.M			
1.6.2	Décapage terre végétale				
1.6.2.1	Sur 20 cm d'épaisseur	m²	130	3	390,00
1.6.3	Terrassement-remblacements	m3	26	11	286,00
1.6.4	Evacuation des déblais	m3	26	7	182,00
1.6.5	Remblaiement				
1.6.5.1	Feutre non tissé type BIDIM compacts relevés	m²	155,24	2,1	326,00
1.6.5.2	Empiètement calcaire 40/70 compacté sur 50 cm d'épa	m3	57,12	22	1256,64
1.6.5.3	Couche de finition en calcaire 0/30 sur 20 cm d'épa	m²	118,04	4,1	483,96
1.6.6	Essai à la plaque	u	2	265	530,00
1.6.7	Chargement et transport	Ens	1	150	150,00
	Sous total				
1.7	Réseaux eaux pluviales				
1.7.1	Généralités	PM			
1.7.2	Tranchées pour réseaux	ML	37	17	629,00
1.7.3	Canalisations d'évacuation des eaux pluviales				
1.7.3.1	Diamètre diam 125	ml	37	9,5	351,50
1.7.4	Regards E.P				
1.7.4.1	Avec tampon fonte série légère	U	5	165	825,00
1.7.5	Pulsard d'infiltration	Ens	1	500	500,00
1.7.6	Cuve de récupération d'eau de pluie 3000 litres	Ens	1	2550	0,00
1.7.7	Contrôle réseau EP et hydrocarbure	Ens	1	300	0,00
	Sous total				5910,11
1.8	Réseaux eaux usées- eaux vannes-école				
1.8.1	Généralités				
1.8.2	Découpe d'enrobé	Ens	1	250	0,00
1.8.3	Tranchées pour réseaux	ml	50	17	0,00

Exemple néant. Taux de pénalités de retard trois fois le taux légal (art. 441-6 du code de commerce) indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement 40 €. La marchandise reste notre propriété jusqu'au complet paiement de son prix.



9, Rue de Malivo
16600 MAGNAC Sur Touvre
Tel: 05 45 69 05 33 - Télécopie 05 45 69 01 36
SARL au capital de 10 000 euros Siret 491 704 045 00013
APE 4312A - TVA FR 704 917 04045

MAIRIE D'AUSSAC VADALLE
Rue de la République
16560 AUSSAC VADALLE

FACTURE N° 1312.173
Magnac SurTouvre, le 27 Décembre 2013

1.8.4	Canalisations d'évacuation des EU-EV					
1.8.4.1	Diamètre 125 mm	ml	50	0	9,5	0,00
1.8.5	Rombloiment					
1.8.5.1	Dans les fouilles	m3	13,8	0	17,5	0,00
1.8.6	Siphonneur à gâchette	u	1	0	2045	0,00
1.8.7	Regards E.U.E.V					
1.8.7.1	Avec tampon fonte étanche série légère	U	5	0	200	0,00
1.8.8	Tabouret siphonide	U	1	0	185	0,00
1.8.9	Ensemble de relevage					
1.8.9.1	Regard pour pompe de relevage	PM				
1.8.10	Contrôle réseau EU-EV et hydrocurage	Ens	1	0	350	0,00
	Sous total					0,00
1.9	flexes aux divers					
1.9.1	Tranchées techniques	PM				
1.9.2	Grillages avertisseurs	Ens	1	0	20	0,00
1.9.3	Fourreaux					
1.9.3.1	Fourreaux TPC aluillé rouge diam 100 mm	ml	2	0	18	0,00
	Sous total					0,00
1.11	Divers					
1.11.1	D.O.E	Ens	1	1	200	200,00
	Sous total					200,00
	TOTAL H.T EN EUROS					6640,11
	TVA 19,60 %					1301,46
	TOTAL TTC EN EUROS					7941,57

Code	Désignation	Unité	Qté entreprise	Qté facturée	PU HT	Montant
	VARIANTES					
1.12	Option					
1.12.1	Réfection de revêtement enrobé de la cour	m²	495	0	21	0,00
1.12.1.1	PV pour contournement du bac à sable					
1.12.2	Raccords d'enrobé sur partgle mairie	ml	8	0	32	0,00
1.12.3	Traces roullers					
1.12.3.1	Tracés de place parking	u	1	0	100	0,00
1.12.3.2	Tracés pour signalisation PMR	u	1	0	100	0,00
1.12.3.3	Tracés pour jeux d'enfants (terrain de foot, marelle)	Ens	1	0	335	0,00
	Sous total					0,00
	Total HT en euros					0,00
	TVA 19,60 %					0,00
	TOTAL TTC EN EUROS					0,00

Montant à régler en lettre:
Sept milles neuf cent quarante et un euros cinquante sept centimes

Date d'échéance: 31 Janvier 2014
Mode de règlement: Virement

Escompte néant. Taux de pénalités de retard trois fois le taux légal (art. 441-6 du code de commerce) indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement 40 €. La marchandise reste notre propriété jusqu'au complet paiement de son prix.

5



FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50330
33695 MERIGNAC CEDEX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **EXE4**
RECEPTION DES TRAVAUX
PROCÈS-VERBAL DES OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION

Le formulaire EXE4 est un modèle, qui peut être utilisé par le maître d'œuvre, pour formaliser le procès-verbal des opérations préalables à la décision de réception des ouvrages.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice)

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

MAIRIE D'AUSSAC VADALLE

Le Bourg

16560 Aussac Vadalle

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

TP Services

9, rue Mativo

16600 Magnac/Touvre

C - Identification du maître d'œuvre

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du maître d'œuvre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

GOUEDO Olivier Architecte D.P.L.G.

143, rue de Montmoreau

16000 Angoulême

D - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet de la consultation. En cas d'accord-cadre, indiquer l'objet de ce dernier.)

Tranche Ferme : Extension du Restaurant scolaire

Tranche Conditionnelle : construction d'un atelier municipal

E - Objet des opérations préalables à la réception des ouvrages

☒ Date d'achèvement des travaux proposée par le titulaire du marché public : 21 février 2014

☒ Les opérations préalables à la réception des ouvrages portent sur :
(Cocher la case correspondante.)

☒ la réception de l'ouvrage comportant les prestations suivantes :

Terrassement VRD

☐ la réception partielle de l'ouvrage relative aux prestations désignées ci-dessous :

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'Économie.

Procès-verbal des opérations préalables à la réception des ouvrages

Je soussigné, ...**GOUEDO Olivier** Architecte D.P.L.G., maître d'œuvre,

(Rappeler les nom et prénom du maître d'œuvre et cocher les cases correspondantes.)

- ☒ en présence du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
☐ en l'absence du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, dûment avisé par mes soins ;
☒ en présence du titulaire du marché public ;
☐ en l'absence du titulaire du marché public dûment convoqué, par courrier en date du

après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires, constate que :

(Cocher les cases correspondantes.)

1. les épreuves, prévues au marché public :

- ☐ n'ont pas été effectuées ;
☐ ont été effectuées, à l'exception de celles indiquées à l'annexe n° ci-jointe ;
☐ et sont concluantes ;
☐ et sont concluantes, à l'exception de celles indiquées à l'annexe n° ci-jointe ;

2. les travaux et prestations, prévus au marché public :

- ☒ ont été exécutés ;
☐ ont été exécutés, à l'exception de ceux indiqués à l'annexe n° ci-jointe ;

3. les ouvrages :

- ☒ sont conformes aux spécifications du marché public ;
☐ sont conformes aux spécifications du marché public, à l'exception des imperfections ou malfaçons indiquées à l'annexe n° ci-jointe ;

4. les conditions de pose des équipements :

- ☒ sont conformes aux spécifications des fournisseurs ;
☐ ne sont pas conformes aux spécifications des fournisseurs.

5. les installations de chantier :

- ☒ ont été repliées ;
☐ n'ont pas été repliées ;

6. les terrains et les lieux :

- ☒ ont été remis en état ;
☐ n'ont pas été remis en état.

Dressé le 21/02/2014
Signature **GOUEDO Olivier**
(maître d'œuvre)
143, rue de Montmoreau
16000 Angoulême
Tél : 05 45 23 44 48
Fax : 05 45 39 92 41
gouedo-archi@orange.fr

Accepté le 21/02/2014
Signature
(titulaire)

TP Services
9, Rue Malinge
16000 MAGNAC SUR LOUVRE
SIRET : 413 240 00013 APE : 4312A
TVA Intr. FR 70 401 704 045

☐ J'atteste que le titulaire du marché public a refusé de signer le présent

Dressé le
Signature
(maître d'œuvre)

Date de mise à jour : 25/02/2011.



FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50320
33695 MERIGNAC CEDEX

⑥

REÇU LE
14/01/16



La secrétaire
Mme Gaudy

Monsieur le Maire
Mairie d'Aussac Vadalle
Rue de la République
16560 AUSSAC VADALLE

A Magnac s/ Touvre, le 13 Janvier 2016

Dépôt en mains propres + copie par télécopie

Affaire : Restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaire et construction d'un atelier communal

Lot n°1 : Terrassement - VRD

Objet : Rejet décompte général et réclamation

Monsieur le Maire,

Nous vous retournons le décompte général que vous nous avez notifié le 7 décembre 2015 fixant des pénalités de retard d'un montant de 6 420 €.

Nous rejetons ce décompte et nous vous adressons dans un mémoire annexe notre réclamation.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de nos salutations distinguées.

Stéphane Manat
Gérant

Pièces jointes :

Décompte général rejeté

Réclamation

Pièces jointes à la réclamation

Copie :

MOE Olivier Gouedo

SARL TP SERVICES
9 rue Mativo - 16600 MAGNAC SUR TOUVRE
Tél : 05.45.69.05.33 - Fax : 05.45.69.01.36 - Mail : tp.services16@orange.fr
SIRET 491 704 045 00013 APE : 4312A

* * * Rapport de résultat de la communication (13. Jan. 2016 11:52) * * *

}}
2}

Date/Heure : 13. Jan. 2016 11:40

Fich N°	Mode	Destinataire	Page	Résult	Page Non TX.
3954	TX en mémoire	0972310094	P. 54	OK	

Cause erreur

E. 1) Raccroché ou erreur ligne
E. 3) Pas de réponse
E. 5) Taille max. e-mail dépassée

E. 2) Occupé
E. 4) Pas un télécopieur
E. 6) Destination does not support IP-Fax



Monsieur le Maire
Mairie d'Aussac Vadois
Rue de la République
16500 AUSSAC VADOLIS

A Magnac-sur-Touvre, le 13 Janvier 2016

Modèle en pièce jointe + copie par télécopie

Objet : Restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaire et construction d'un atelier communal
Lot n°1 : Terrassement - VMD

Objet : Rejet décompte général et réclamation

Monsieur le Maire,

Nous vous remercions le décompte général que vous nous avez notifié le 7 décembre 2015 fixant des pénalités de retard d'un montant de 6 420 €.

Nous rejetons ce décompte et nous vous adressons dans un instantané annexé notre réclamation.

Vous en sollicitez bonne réception.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de nos salutations distinguées.

Pièces jointes :
Décompte général rejeté
Réclamation
Pièces jointes à la réclamation

Cordialement
MOB Olivier Gassio

Régis Marie
Gassio

BADU-TP SERVICES
Société à responsabilité limitée
SAS au capital de 100 000 € - RCS 442 101 101 - 44110
44110 - 02 51 70 10 10 - 02 51 70 10 10

**RESTRUCTURATION D'UNE ECOLE
EXTENSION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE
CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL**

**MEMOIRE EN RECLAMATION
Article 13.4.4 CCAG Travaux**

Lot n° 1- Terrassement - VRD

TP SERVICES

9 rue Mativo
16 600 Magnac s/ Touvre
Siret 491 704 045 00013

FAITS :

Par acte d'engagement du 17 avril 2013, la Commune d'Aussac Vadalle a attribué à la société TP Services, le lot n°1 du marché de travaux portant sur la restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaire (tranche ferme) et la construction d'un atelier communal (tranche conditionnelle).

Ce marché a été respectivement conclu pour les sommes de :

- 14 942,61 € HT pour la tranche ferme
- 21 484,10 € HT pour la tranche conditionnelle

L'article 3.1 de l'acte d'engagement stipulait un délai d'exécution de (**pièce n°1**) :

- 5 mois pour la tranche ferme (avec une livraison au plus tard le 25 aout 2013)
- 7 mois pour la tranche conditionnelle

Par ordre de service n°2 en date du 6 septembre 2013, la tranche conditionnelle a été affermie avec un démarrage des travaux fixé le 9 septembre 2013 (**pièce n°2**).

En application du délai d'exécution de 7 mois prévu par l'acte d'engagement, la tranche conditionnelle devait être réceptionnée le 9 avril 2014.

Le 27 décembre 2013, la société TP services a envoyé à la Commune une facture n°1312.173 correspondant à son avancement dans l'exécution de la tranche conditionnelle (**pièce n°3**).

Le 12 février 2014, la Commune d'Aussac Vadalle, lui a versé la somme de 1124,50 € correspondant au montant de sa facture déduction faite de la retenue de garantie de 5% et de pénalités de retard d'un montant de 6420 € (**pièce n°3**).

Le marché a été réceptionné sans réserve le 21 février 2014, soit avec un mois et demi d'avance par rapport au planning contractuel (pièce n°4).

Par lettre du 4 décembre 2015, reçue le 7 décembre 2015, la Commune a notifié à la société TP Services le décompte général du marché en maintenant l'application de pénalités de retard à l'encontre de la société.

Par la présente réclamation, la société TP Services entend demander le remboursement de ces pénalités indument retenues son décompte général.

DISCUSSION :

I- Sur l'application irrégulière des pénalités

L'article 5-3.1 intitulé « pénalités pour retard d'exécution » du cahier des clauses administratives particulières, encadre l'application des pénalités de la manière suivante (**pièce n°5**) :

« Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 5.1.2 ci-dessus.

- a) Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré :
 - Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au paragraphe c. ci-après.
- b) Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de chaque entrepreneur sur le chantier :
 - Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt une retenue journalière provisoire indiquée au paragraphe c. ci-après.
 - Cette retenue est transformée en pénalités définitive, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :
 - Ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
 - Ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots »

En l'espèce, il a été indiqué à la société, par télécopie du 13 février 2014, les raisons pour lesquelles des pénalités de retard lui ont été appliquées (**pièce n°6**).

Il est reproché à la société d'avoir pris du retard dans la réalisation du terrassement et de l'assainissement de l'atelier (tranche conditionnelle).

Ce retard correspond à la deuxième hypothèse de retard prévue par l'article 5-3.1 du CCAP précité (hypothèse b) à savoir : un retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives.

En vertu des dispositions du CCAP, ces pénalités devaient être appliquées à titre provisoire sur la situation de travaux de la société.

Pour que ces pénalités deviennent définitives (impliquant que la maîtrise d'ouvrage ne les rembourse pas), il convenait :

- Soit que l'entrepreneur n'ait pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot : en l'espèce les travaux de la société TP services ont été réceptionnés sans réserve 1 mois et demi avant la date contractuelle d'achèvement des travaux.

Cette condition n'est donc pas remplie

- Soit que l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, ait perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots : en l'espèce ce n'est pas seulement les travaux de la société TP services mais les travaux de tous les autres lots qui ont été réceptionnés le 22 février 2014. Cette réception anticipée démontre que le retard reproché à la société TP services n'a pas perturbé la marche du chantier ni provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots. Il sera plus encore démontré *infra* que ce sont plus

spécifiquement les travaux de la société TP services qui ont été retardés par le retard pris par d'autres intervenants au chantier.

Cette condition n'est donc pas remplie.

Les conditions prévues par le CCAP justifiant que les pénalités provisoires soient transformées en pénalités définitives n'étant pas réunies, les pénalités retenues sur la facture 1312.173 de la société TP Services, ne pouvaient pas devenir définitives.

C'est donc à tort que la Commune les a consacrées dans le décompte général qui lui a été notifié.

Ces pénalités doivent par conséquent lui être remboursées.

La société TP services n'est de surcroît pas responsable du retard qui lui est reproché, raison pour laquelle ces pénalités devront du plus fort lui être remboursées.

II- Sur l'absence de responsabilité de la société TP Services dans le retard reproché

Il est reproché à la société TP Services d'avoir pris du retard dans le terrassement et l'assainissement de la tranche conditionnelle.

Il est indiqué dans la télécopie du 13 février 2014 envoyée à la société TP services que : *« Dans le compte rendu de réunion de chantier CR n°12, il a été demandé à l'entreprise le démarrage du terrassement et surtout le déplacement de l'assainissement pour le 19/09/13 – S35, le terrassement a été constaté S-43 sans que l'assainissement n'ait été modifié, il ne l'est toujours pas ».* (**pièce n°6**)

Il paraît tout d'abord nécessaire de rectifier l'erreur matérielle présente dans cette note. Il ressort en effet du compte rendu de chantier n°12 que le démarrage du terrassement était prévu semaine 37 et non semaine 35 (CR n°12 : **pièce n°7**).

Il convient ensuite de rappeler qu'une entreprise ne peut être condamnée au paiement de pénalités que pour le retard dont elle est seule responsable.

L'article 20.1 du CCAG Travaux prévoit ainsi que ce n'est seulement qu' : *« En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux »* qu'il peut être appliqué une pénalité journalière calculée sur le montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

A contrario, aucune pénalité ne peut être appliquée lorsque le non respect des délais de réalisation des travaux est la conséquence du fait d'une autre personne qu'elle soit intervenante sur le chantier ou tiers à l'opération (pour une hypothèse de retard résultant de la faute du maître d'œuvre : *CE 14 mai 2008, n°282312, collectivité territoriale de Corse*).

En l'espèce, la société TP services n'est pas responsable du retard qui lui est reproché :

➤ S'agissant du terrassement de l'atelier

Le terrassement de l'atelier devait commencer semaine 37.

Ce terrassement impliquait toutefois le déplacement de l'atelier de 2 mètres vers le fond de la parcelle afin d'éviter le déplacement de l'alcuve à fuel. Ce déplacement ne pouvait être effectué sans l'accord de la maîtrise d'ouvrage.

Cet accord a été donné semaine 38, ce qui explique que la société TP Services ne soit intervenue qu'à partir de cette semaine (cf compte rendu n°14 : **pièce n°8**).

Cette dernière n'est donc pas responsable du retard dans le démarrage du terrassement

➤ S'agissant de l'assainissement

La réalisation de l'assainissement nécessitait l'intervention de nombreux autres acteurs. Le retard pris par les autres lots explique les raisons pour lesquelles la société TP services n'a pas pu réaliser l'assainissement dans les délais imposés par la maîtrise d'œuvre.

Pour réaliser l'assainissement, la société TP services nécessitait tout d'abord de connaître les cotes du gros œuvre (lot 2).

La fourniture de ces cotes a été demandée par la maîtrise d'œuvre au lot n°2 seulement en semaine 38 (cf CR n°14 : **pièce n°8**)

Dans une réponse au compte rendu n°17 envoyée le 22 octobre 2013, la société TP services a par la suite expliqué les raisons pour lesquelles les travaux d'assainissement ne pouvaient pas se poursuivre normalement :

*« Il faut que l'entreprise Charrier ait coulé la plateforme et que les attentes assainissement soient sorties pour pouvoir continuer les travaux d'assainissement » (**pièce n°9**).*

C'est pour cette raison que ses travaux n'étaient pas achevés semaine 42 malgré la demande de la maîtrise d'œuvre (CR n°17 : **pièce n°10**).

Il ressort par la suite du compte rendu n°20 (semaine 46) que la poursuite de l'assainissement nécessitait une coordination avec le lot 2 s'agissant du passage des réseaux. Or cette coordination entre les deux lots n'a été abordée par la maîtrise d'œuvre qu'en semaine 47 (CR n°20 : **pièce n°11**)

A ce stade de l'avancement du chantier, la société TP services était donc encore dépendante d'autres lots pour avancer dans la réalisation de ses travaux.

Elle a d'ailleurs indiqué le 21 janvier 2014, dans ses observations au compte rendu n°24, être toujours « *dans l'attente des gaines PEHD diam 25 et diam 32* » que l'entreprise STASIAK devait lui fournir. Ces gaines étaient pourtant indispensables pour poser les fourreaux dans les tranchées d'assainissement (**pièce n°12**)

Enfin, la réalisation des travaux d'assainissement a également été retardée par le fait que les différents points de comptage des linéaires de réseaux secs et gravitaires, vérifiés en réunion avec la maîtrise d'œuvre, ne correspondaient pas au marché de base. Dès lors, la société TP services a dû attendre les prescriptions de la maîtrise d'œuvre pour avancer dans ses travaux.

Il résulte de tout ce qui précède que la réalisation de l'assainissement de l'atelier a nécessité l'intervention de nombreux acteurs dont les retards respectifs ont impliqué le retard final de l'exécution des travaux de la société TP services

Le retard reproché dans la réalisation des travaux d'assainissement de l'atelier n'est donc pas imputable à la société TP services mais résulte de l'accumulation de divers événements extérieurs (retard des entreprises Charrier, Stasiak, de la validation du déplacement de l'atelier, problème de corrélation entre les travaux demandés et le marché de base).

Par conséquent, les pénalités de retard ne pouvaient, en tout état de cause, pas être appliquées à la société TP services.

Pour cette raison également, la société TP services réclame que ces pénalités, indument retenues sur la facture n°1312.173, lui soient remboursées.

Fait à Magnac s/ Touvre, le 12 janvier 2016



DUPLICATA



Olivier GOUEDO
143 rue de Montmoreau
16 000 ANGOULEME

A Magnac s/ Touvre, le 13 janvier 2016

Envoi en LRAR N° 1A 118 323 2446 2 + copie par télécopie

Affaire : Restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaire et construction d'un atelier communal

Lot n°1 : Terrassement - VRD

Objet : Rejet décompte général et réclamation

Monsieur,

Nous avons reçu le 7 décembre 2015 le décompte général de la Commune d'Aussac Vadalle fixant des pénalités de retard d'un montant de 6420 €.

Nous rejetons ce décompte et nous vous adressons une copie de notre retour présenté ce jour à la commune comprenant le décompte rejeté ainsi que notre mémoire en réclamation.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos salutations distinguées.

Pièces jointes :
Décompte général rejeté
Réclamation
Pièces jointes à la réclamation

Stéphane Mauat
Gérant

SARL TP SERVICES

9 rue Maitre - 16600 MAGNAC SUR TOUVRE

Tél : 05.45.69.05.33 - Fax : 05.45.69.01.36 - Mail : tp.services16@orange.fr

SIRET 491 704 045 00013 APE : 4312A

* * * Rapport de résultat de la communication (13. Jan. 2016 11:59) * * *

1)

Date/Heure : 13. Jan. 2016 11:53

Fich N°	Mode	Destinataire	Page	Résult	Page Non TX.
3955	TX en mémoire	0545399241	P. 54	OK	

Cause erreur

E. 1) Raccroché ou erreur ligne
E. 3) Pas de réponse
E. 5) Taille max. e-mail dépassée

E. 2) Occupé
E. 4) Pas un télécopieur
E. 6) Destination does not support IP-Fax



Olivier ROIBEDO
143 rue de Moulmouteau
16 000 ANGOULÊME

A Magnac s/ Tournon, le 13 janvier 2016

Révisé en LRAN N° 1A 116 323 2446 2 + copie par télécopie

Affaire : Restructuration de l'Ecole et du restaurant scolaires et construction d'un atelier communal
Lot n°1 : Terrassement - VRI

Objet : Rejet décompte général et réclamation

Monsieur,

Nous avons reçu le 7 décembre 2015 le décompte général de la Commune d'Angoulême Val de la Vienne fixant des pénalités de retard à un montant de 6420 €.

Nous rejetons ce décompte et nous vous adressons une copie de notre retour parvenant ce jour à la commune concernant le décompte rejeté ainsi que notre formule en réclamation.

Vous en saurez la bonne réception,

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos salutations distinguées.

Pièces jointes :
Décompte général rejeté
Réclamation
Pièces jointes à la réclamation

KARL'S SERVICES
3 rue Mithra - 16000 MAGNAC S/TOURNON
Tél : 05 45 39 91 34 - Fax : 05 45 39 91 35
E-mail : karls@karls-services.fr

Enveloppes de :

Présenté / Avisé le : _____

Distribué le : _____

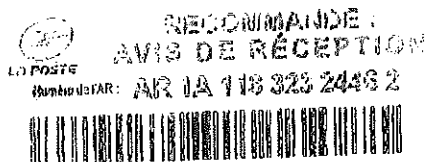
Je soussigné déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP/Permis de conduire

☐ Autre : _____



Renvoyer à FRAB



Destinataire

Les avantages du service suivi :

Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.

3 modes d'accès direct à l'information de distribution :

- Par SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 8 20 00 (0,35 € TTC + prix d'un SMS).
- Sur Internet : www.laposte.fr (consultation gratuite hors coût de connexion).
- Par téléphone :

- Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé) : du lundi au vendredi de 8h30 à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.
- Pour les professionnels, composer le 3634 (0,34 € TTC/mn à partir d'un téléphone fixe) : du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.

Date : _____ Prix : _____ CRBT : _____

Niveau de garantie : 16 € ☐ 153 € ☐ 458 € ☐

LA POSTE

Numéro de l'envoi : 1A 118 323 2446 2

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Expéditeur

Conservez ce feuillet. Il sera nécessaire en cas de réclamation.

Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.

Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site www.laposte.fr.

Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr/boutiqueenligne

- à celui pendant lequel les phénomènes climatiques entraînent la suspension des travaux en cours, suivant un accord mutuel de l'entreprise et du maître d'œuvre.
- à celui pendant lequel, en cas d'absence d'accord mutuel, un ou moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Gel	En dessous de -2°C relevé à 10 h
Pluie	Supérieure à 20 mm entre 7h et 18h
Vent au sol	Plus de 60 km/h pendant plus de 2 heures entre 17h et 18h
Neige	Chute pendant plus de 4 heures ou tapis de plus de 2cm d'épaisseur à 7h
Brouillard	Visibilité insuffisante du grutier (hauteur de la grue)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du site.

Toutefois, les entrepreneurs s'engagent à rechercher avec le représentant de la maîtrise d'œuvre et à mettre en œuvre les solutions permettant de réduire les prolongations de délai pour intempéries.

Les phénomènes d'intempéries ne sauraient, en aucune circonstance, modifier le caractère forfaitaire des prix figurant à l'acte d'engagement (dérogation de l'article 18.3 du C.C.A.G.). Les événements de force majeure sont ceux provoqués par les faits naturels dans le cadre de la loi n°46.2299 du 21/10/1946.

5-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION – PRIMES D'AVANCE

5-3.1 – Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 5.1.2 ci-dessus.

a) Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré :

- il est fait application de la pénalité journalière indiquée au paragraphe c. ci-après.

b) Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de chaque entrepreneur sur le chantier :

- du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt une retenue journalière provisoire indiquée au paragraphe c. ci-après.
- Cette retenue est transformée en pénalité définitive, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :
 - ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
 - ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

c) Montant de la pénalité et de la retenue prévues aux paragraphes a. et b. :

- Le montant de la pénalité et de la retenue prévues aux paragraphes a) et b) est fixée, par jour de retard, à 1/100ème du montant en prix de base du marché.

0545227188

⑨

FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAÎTRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 1
33695 MERIGNAC CE

CALCUL :

(20) Application article 5-3.1 c : Dans le Compte rendu de réunion de chantier CR n°1 2, il a été demandé à l'entreprise le démarrage du terrassement et surtout le déplacement de l'assainissement pour le 19/09/13 - S-35, le terrassement a été constaté S-43 sans que l'assainissement n'ait été modifié, il ne l'est toujours pas.

Montant du Marché Tranche conditionnelle : 21484.10€ht

Soit 214,84 € par jours calendaire de retard arrondi à 214€/J

30 x 214€ = 6420.00€ de pénalités

CONCLUSION :

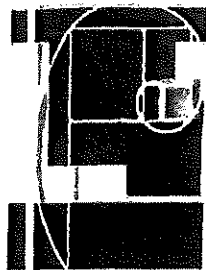
Le Maître d'ouvrage décide de déduire la totalité des pénalités à savoir la somme de : 6420.00€ qui seront réfactés lors de la transmission du premier Acompte mensuel.

Note :

Par mesure de clémence un forfait de 30 jours sera retenu

Ces pénalités ne tiennent pas compte de la désorganisation et de la démobilisation du chantier engendrée par ces retards.

Et du retard réel.



GOUEDO OLIVIER

Architecte D.P.L.G.

Certification HQE niveau II - Expertise
Diplôme Universitaire Expert Judiciaire

GOUEDO OLIVIER - ARCHITECTE D.P.L.G.

143, rue de Montmorency - 16000 Angoulême
Tél : 05-45-25-44-48 - Fax 05-45-39-92-41
Email : g.o.02@orange.fr - g.o.01@orange.fr - g.o.03@orange.fr

RESTRUCTURATION DE L'ECOLE
EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE
FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
MAIRIE D'AUSSAC VADALLE
 9, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50330
33695 MERIGNAC CEDEX

COMPTE-RENDU DE CHANTIER n°12 de la semaine 36

INTERVENANTS	P/A/E	DIF.	Invt	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.
Mairie aussac vadalle	P	X	26/08 14h30	01 =>	TP Services	P	X	13/09 14h30	10=>	Placarpeint		X	
Socotec		X		02 =>	Charrier	P	X	13/09 14h30	11=>	Stasiak		X	
APM16		X		03 =>	Troisel	P	X	13/09 14h30	12=>	Stasiak		X	
				04 =>	Troisel		X						
				05 =>	Troisel		X						
				06 =>	Berton		X						
				07 =>	Moreau		X						
				08 =>	Martaud		X						
				09 =>	Charrier		X						

Légende : "P" : présent - "A" : absent - "R" : retard - "E" : excusé - "DIF." : diffusion - "CO." : convoqué sem. sulv.

INTERPERIES :

SEM.:S -25

Depuis le :

Notes Générales :

Prochaine réunion de chantier : Vendredi 13/09/2013, à 14h30

AVANCEMENT :

MAITRE D'OUVRAGE :

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

LOT 02 Entreprise Charrier :

LOT 03 Entreprise Troisel :

LOT 04 Entreprise Troisel :

LOT 05 Entreprise Troisel :

LOT 06 Entreprise Berton alu : pose faite à 98%

LOT 07 Entreprise B Moreau :

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 08 Entreprise Martaud : doublage et plafonds : 100% – Cloisons : 100%

LOT 09 Entreprise Charrier : pose de la faïence derrière urinoir : fait

LOT 10 Entreprise Placarpeint : impression : en cours

LOT 10 Entreprise Stasiak : Reprise distribution : faite

LOT 12 Entreprise Stasiak : Pose sanitaires : en cours

INTERVENTIONS :

MAITRE D'OUVRAGE:

- Atelier :

Faire déconnecter la citerne Fuel et purger

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

Peut on conserver la porte de la salle de classe « Direction » : passage libre 74

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

- Atelier :

Commencer terrassement S-37

Le déplacement de l'assainissement devra se faire sans pénaliser l'activité de la salle polyvalente. Le transfert de la fosse devra se faire un mercredi.

LOT 02 Entreprise Charrier :

- Atelier :

Faire plan de structure

LOT 03 Entreprise Troisel :

LOT 04 Entreprise Troisel :

LOT 05 Entreprise Troisel :

LOT 06 Entreprise Berton alu :

Atelier :

Transmettre réservations

LOT 07 Entreprise Moreau:

Atelier :

Transmettre réservations

LOT 08 Entreprise Martaud :

LOT 09 Entreprise Charrier :

Atelier :

Transmettre réservations

LOT 10 Entreprise Placarpeint :

LOT 10 Entreprise Stasiak :

Atelier :

Transmettre réservations

LOT 12 Entreprise Stasiak :

Atelier :

Transmettre réservations

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi



**RESTRUCTURATION DE L'ECOLE
EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE
& CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL
MAIRIE D'AUSSAC VADALLE**

COMPTE-RENDU DE CHANTIER n°14 de la semaine 38

INTERVENANTS	P/A/E	DIF.	Invit	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO
Mairie aussac vadalle	P	X	27/09 14h30	01 =>	TP Services	P	X	27/09 14h30	10=>	Placarpeint		X	
Socotec		X		02 =>	Charrier	P	X	27/09 14h30	11=>	Stasiak		X	
APM16		X		03 =>	Troisel	E	X	27/09 14h30	12=>	Stasiak		X	
				04 =>	Troisel	E	X	27/09 14h30					
				05 =>	Troisel	E	X	27/09 14h30					
				06 =>	Berton		X						
				07 =>	Moreau		X						
				08 =>	Martaud		X						
				09 =>	Charrier		X						

Légende : "P" : présent - "A" : absent - "R" : retard - "E" : excusé - "DIF." : diffusion - "CO." : convoqué sem. suiv.

INTEMPERIES :

SEM.:S -25

Depuis le :

Notes Générales :

Prochaine réunion de chantier : Vendredi 27/09/2013, à 14h30

AVANCEMENT :

MAITRE D'OUVRAGE:

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services : Terrassement atelier : en cours

LOT 02 Entreprise Charrier :

LOT 03 Entreprise Troisel :

LOT 04 Entreprise Troisel :

LOT 05 Entreprise Troisel :

LOT 06 Entreprise Berton alu : pose faite à 98%

LOT 07 Entreprise B Moreau :

FIDAL
CABINET D'AVOCATS
MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50330
33695 MERIGNAC CEDEX

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 08 Entreprise Martand : doublage et plafonds : 100% – Cloisons : 100%

LOT 09 Entreprise Charrier : pose de la faïence derrière urinoir : fait

LOT 10 Entreprise Placarpeint : impression : en cours

LOT 10 Entreprise Stasiak : Reprise distribution : faite

LOT 12 Entreprise Stasiak : Pose sanitaires : en cours

INTERVENTIONS :

NOTA IMPORTANT :

**L'ATELIER MUNICIPAL DOIT ETRE LIVRE POUR LE
DEBUT DECEMBRE 2013, SANS AUTRE DELAI
IL NE SERA TOLERE AUCUN RETARD.**

MAITRE D'OUVRAGE:

- Atelier :

Le maître d'ouvrage donne son accord pour décaler le bâtiment de 2 mètres vers le fond de parcelle afin d'éviter le déplacement de alcuve à fuel.

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

- Ecole :

- Finir les travaux école mercredi 25/09/2013, remettre le terrain du voisin en état

- Atelier :

- Le maître d'ouvrage donne son accord pour décaler le bâtiment de 2 mètres vers le fond de parcelle afin d'éviter le déplacement de alcuve à fuel.

S-39 : Finir la plate forme et réseaux extérieurs

Intervenir impérative à compter du 18/09 : les pénalités de retard seront décomptées à compter du 19/09

Le déplacement de l'assainissement devra se faire sans pénaliser l'activité de la salle polyvalente. Le transfert de la fosse devra se faire un mercredi.

Faire implantation et plate forme de l'atelier

LOT 02 Entreprise Charrier :

- Atelier :

Faire plan de structure

→ Transmettre point de référence niveau +0.00 au lot 01

Fondations à prévoir: S-40

Elévations à prévoir: S-41

LOT 03 Entreprise Troisel :

- Atelier

Pose Charpente : S-42

LOT 04 Entreprise Troisel :

- Atelier

Pose Couverture : S-43

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 05 Entreprise Troisel :

- Ecole :
Finir les travaux école mercredi 25/09/2013
NOTA : infiltration d'eau au niveau de la descente EP nord/ouest
- Atelier
Pose Bardage : S-44

LOT 06 Entreprise Berton alu :

Ecole :
Finir les travaux école mercredi 25/09/2013

Atelier :
Transmettre réservations
Pose baies : S-42

LOT 07 Entreprise Moreau:

Atelier :
Transmettre réservations

LOT 08 Entreprise Martaud :

LOT 09 Entreprise Charrier :

Atelier :
Transmettre réservations

LOT 10 Entreprise Placarpeint :

Ecole :
Finir les travaux école mercredi 25/09/2013

LOT 10 Entreprise Stasiak :

Atelier :
Transmettre réservations

LOT 12 Entreprise Stasiak :

Atelier :
Transmettre réservations

RAPPEL :

**Tous les travaux de l'école doivent être terminés pour la
S-39 : mercredi 25/09/2013**

**Tous les travaux doivent se faire impérativement les
mercredis**

Suivre le tableau joint

12

FIDAL
CABINET D'ARCHITECTES
MAÎTRE P. A. A. T.
"Le Montmoreau"
19, avenue J.-F. Kennedy
33695 MERIGNAC

Monsieur GOUEDO,

En réponse au compte rendu, vous voudrez bien trouver ci-dessous nos remarques:

ECOLE: Effectué le 22/10/2013

RAPPEL S1: Effectué le 22/10/2013

ATELIER:

URGENT S -42: Pas possible, il faut que l'entreprise Charrier ait coulé la plate forme et que les attentes assainissement soient sorties pour pouvoir continuer les travaux d'assainissement.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information,

Très cordialement,

Stéphane MANAT

----- Message d'origine -----

De : "Gouedo Architecte" <gouedo-archi@orange.fr>

Date lun. 21/10/2013 08:24 (GMT +02:00)

À : "Annick Martaud" <annick.martaud@orange.fr>, "manat" <tp.services18@orange.fr>, "mairie aussac" <mairie@aussac-vadelle.fr>, "b moreau" <bernardmoreau@bernardmoreau.com>, "Jean Michel CHARRIER" <charrier.jeanmichel@wanadoo.fr>, "malignon berton" <mickael.malignon@bertonalu.com>, "plat carr peint" <platcarrpeint@orange.fr>, "rulleau APMS 16" <apms16@orange.fr>, "stasiak" <sari.stasiak@orange.fr>, "socotec nahat" <Antoine.NAHAT@socotec.fr>, "aussac montassier" <jp.montassier@gmail.com>, "Liot gérard" <gllot@sditec.fr>, "socotec vergne" <jerome.vergne@socotec.com>, "TROISEL 16 Eric Thomas" <eric.thomas@troisel.com>

Objet : CR n°17

Sincères salutations

(Veuillez accuser réception de ce message)

143, rue de Montmoreau
 16000 Angoulême

Tél : 05-45-25-44-48
 Fax : 05-45-39-92-41
 Port. : 06-08-91-53-99

GOUEDO OLIVIER
Architecte D.P.L.G.
Certification HQE niveau II - Expertise
Diplôme Universitaire Expert Judiciaire
gouedo-olivier@orange.fr
143, rue de Montmorillon - 16000 Angoulême
05 45 35 44 45 - Fax : 05 45 35 92 41
SIRET 052 577 002 83 - COA : 45111 - COA 1741

**RESTRUCTURATION DE L'ECOLE
EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE
& CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL
MAIRIE D'AUSSAC VADALLE**

COMPTE-RENDU DE CHANTIER n°17 de la semaine 42

INTERVENANTS	P/A/E	DIF.	Invit	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO
Mairie aussac vadalle	P	X	25/10 14h30	01 =>	TP Services	A	X	25/10 14h30	10=>	Placarrepeint		X	
Socotec		X		02 =>	Charrier	A	X	25/10 14h30	11=>	Stasiak	P	X	25/10 14h30
APM16		X		03 =>	Troisel	P	X	25/10 14h30	12=>	Stasiak	P	X	25/10 14h30
				04 =>	Troisel	P	X	25/10 14h30					
				05 =>	Troisel	P	X	25/10 14h30					
				06 =>	Berton		X						
				07 =>	Moreau		X						
				08 =>	Martaud		X						
				09 =>	Charrier		X						

Légende : "P" : présent - "A" : absent - "R" : retard - "E" : excusé - "DIF." : diffusion - "CO." : convoqué sem. suiv.

INTERPERIES :

SEM.S -25

Depuis le :

Notes Générales :

Prochaine réunion de chantier : Vendredi 25/10/2013, à 14h30

AVANCEMENT :

MAITRE D'OUVRAGE:

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services : Terrassement atelier : en cours
Transmettre résultat des essais à la plaque : fait

LOT 02 Entreprise Charrier :

LOT 03 Entreprise Troisel :

LOT 04 Entreprise Troisel :

LOT 05 Entreprise Troisel :

LOT 06 Entreprise Berton alu : pose faite à 98%

LOT 07 Entreprise B Moreau :

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

FIDAL
CABINET D'AVOCAT
MAITRE P. MAUMOT
"Montesquieu"
19, avenue J-F Kennedy - D.F. 79100
33695 MERIGNAC CEDEX

LOT 08 Entreprise Martaud : doublage et plafonds : 100% – Cloisons : 100%

LOT 09 Entreprise Charrier : pose de la faïence derrière urinoir : fait

LOT 10 Entreprise Placarpeint : impression : en cours

LOT 10 Entreprise Stasiak : Reprise distribution : faite

LOT 12 Entreprise Stasiak : Pose sanitaires : en cours

INTERVENTIONS :

NOTA IMPORTANT :

**L'ATELIER MUNICIPAL DOIT ETRE LIVRE POUR LE
DEBUT DECEMBRE 2013, SANS AUTRE DELAI
IL NE SERA TOLERE AUCUN RETARD.**

MAITRE D'OUVRAGE:

- Atelier :

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

- Ecole :
- Installation de la cuve de récupération d'eau de pluie à l'arrière de l'école *Fait le 22/11/13*
- Faire une tranchée d'1m de profondeur au niveau de la sortie de la pompe située dans la chaufferie jusqu'au puisard à créer (vu lors de la réunion de chantier de la Sem-40) *- 22/12*
- RAPPEL 1 : S-43 : Finir les abords à l'arrière de l'école et remettre en état le chemin créé sur le terrain du voisin *Fait 24/11*
- Atelier :
- URGENT : S-42 : Finir assainissement de la salle polyvalente *Pas possible, il faut que EUT CHARRIER ait pu le faire et que les attentes assainissement soient prises par ailleurs les travaux d'assainissement*

LOT 02 Entreprise Charrier :

- Atelier :
- Faire terrassement et semelles filantes : au plus tard 14/10/13 : en cours
- Monter les élévations bureaux S-43
- Massifs pour partie Atelier S-42

LOT 03 Entreprise Troisel :

- Atelier
- Pose Charpente : S-43

LOT 04 Entreprise Troisel :

- Atelier
- Pose Couverture : S-44
- RAL 7012 : couverture

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 05 Entreprise Troiset :

- Ecole :
NOTA :
Sem. 43 :
 - Poser une gouttière au niveau de la couverture du Sanitaire du personnel
 - Nettoyer vitrage du Velux au-dessus de la cuisine
 - Habillage en sous face du porte à faux
 - Rajouter un bout de tôle inox au niveau de l'angle de la table inox de la Cuisine.
 - Prévoir les portes des trous d'homme d'accès au vide sanitaire.
- Atelier
Pose Bardage : S-45
RAL 7012 : bardage

LOT 06 Entreprise Berton alu :

- Ecole :
 - Prévoir joint entre les bavettes et l'enduit pour l'ensemble des châssis de la Cantine.
- Rappel : Poser store sur porte local instituteurs
- Rappel : Cylindre de porte
- Atelier :
Transmettre réservations
Pose baies : S-43

LOT 07 Entreprise Moreau:

- Atelier :
Transmettre réservations

LOT 08 Entreprise Martaud :

LOT 09 Entreprise Charrier :

- Atelier :
Transmettre réservations

LOT 10 Entreprise Placarpeint :

- Ecole :
- Rappel : Finir les travaux école : peinture tuyaux radeateur oubliés, coulures sur vitrages porte sanitaires du personnel.

LOT 10 Entreprise Stasiak :

- Ecole :
Résoudre problème de la fuite au niveau du plafond dans la Réserve de la Cuisine.
- Atelier :
Transmettre réservations

LOT 12 Entreprise Stasiak :

- Atelier :
Transmettre réservations
Transmettre devis pour pose uniquement des sanitaires, le maitre d'ouvrage les fournira

GOUBDO OLIVIER
Architecte D.P.L.G.
Certification HGE niveau II - Expertise
Diplôme Universitaire Expert Judiciaire

143, rue de Montesquieu - 16000 Angoulême
Tél : 05 45 25 46 48 - Fax : 05 45 39 72 41
Email : 45 25 46 48 @ GOUDBO OLIVIER

C.R. n°19

14

FIDAL
CABINET D'AVOCATS

MAITRE P. MAUMOT
"Le Montesquieu"
19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50330
33695 MERIGNAC CEDEX
**RESTRUCTURATION DE L'ECOLE
EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE
& CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL
MAIRIE D'AUSSAC VADALLE**

COMPTE-RENDU DE CHANTIER n°20 de la semaine 46

INTERVENANTS	P/A/E	DIF.	Invit	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO
Mairie aussac vadalle	E	X	22/11 14h30	01=>	TP Services	A	X	22/11 14h30	10=>	Placarpeint		X	
Socotec		X		02=>	Charrier	E	X	22/11 14h30	11=>	Stasiak	P	X	
APM16		X		03=>	Troisel	P	X	22/11 14h30	12=>	Stasiak	P	X	
				04=>	Troisel	P	X	22/11 14h30					
				05=>	Troisel	P	X	22/11 14h30					
				06=>	Berton		X						
				07=>	Moreau		X						
				08=>	Martaud		X						
				09=>	Charrier		X						

Légende : "P" : présent - "A" : absent - "R" : retard - "E" : excusé - "DIF." : diffusion - "CO." : convoqué sem. suiv.

INTERPERIES :	SEM.:S -25	Depuis le :
---------------	------------	-------------

Notes Générales :

Prochaine réunion de chantier : vendredi 22/11/2013. à 14h30

AVANCEMENT :

MAITRE D'OUVRAGE:

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services : Terrassement atelier : en cours
Installation de la cuve de récupération d'eau de pluie à l'arrière de l'école : fait

LOT 02 Entreprise Charrier : Fouilles de fondation : faites – coulage Gros béton : fait
Fondations atelier : faites

LOT 03 Entreprise Troisel :

LOT 04 Entreprise Troisel :

LOT 05 Entreprise Troisel :

LOT 06 Entreprise Berton alu : Ecole : pose faite à 98%

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 07 Entreprise B Moreau :

LOT 08 Entreprise Martaud :

LOT 09 Entreprise Charrier :

LOT 10 Entreprise Placarpeint :

LOT 10 Entreprise Stasiak :

LOT 12 Entreprise Stasiak : Ecole : pose sanitaires : fait

INTERVENTIONS :

NOTA IMPORTANT :

**L'ATELIER MUNICIPAL DOIT ETRE LIVRE POUR LE
DEBUT DECEMBRE 2013, SANS AUTRE DELAI
IL NE SERA TOLERE AUCUN RETARD.**

MAITRE D'OUVRAGE:

ARCHITECTE :

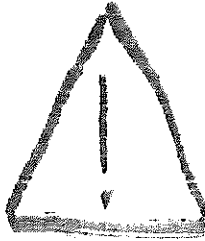
BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

Ecole :
Semer le gazon

- Atelier : en coordination avec le lot 02 pour le passage des réseaux (à voir à la prochaine réunion de chantier du 22/11 impérativement)



LOT 02 Entreprise Charrier :

Ecole :

- reposer portail du voisin
- reprise carrelage à gauche de la porte Réserve cuisine
- seuil portail voisin
- couvre-joint de dilatation entre existant et extension : des 2 côtés.
- Recouper les baguettes alu au niveau des plinthes dans la cuisine
- Reprise faïence au niveau robinets auges.

- Atelier :

Finir les élévations S-47

En coordination avec le lot 01 pour le passage des réseaux (à voir à la prochaine réunion de chantier du 22/11 impérativement)

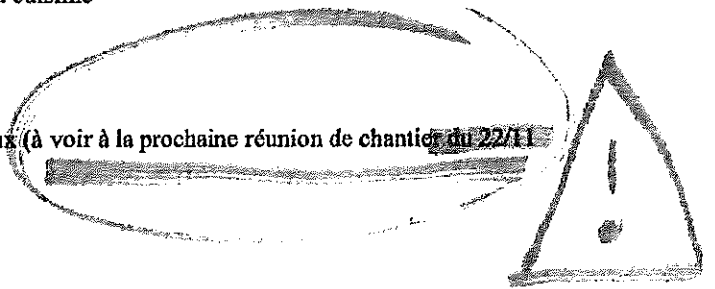
LOT 03 Entreprise Trotsel :

- Ecole :

- Poser habillage en sous face du porte à faux
- Devis pour auvent
- Nettoyer velux cuisine

- Atelier

Pose Charpente : S-45



Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 04 Entreprise Troisel :

- Atelier
Pose Couverture : S-46
RAL 7012 : couverture

LOT 05 Entreprise Troisel :

- Ecole :
NOTA :
Sem. 43 :
-Prévoir les portes des trous d'homme d'accès au vide sanitaire.
- Rajouter un bout de tôle inox au niveau de l'angle de la table inox de la Cuisine
- Atelier
Pose S-46
RAL 7012 : bardage

LOT 06 Entreprise Berton alu :

Ecole :

Atelier :
Pose baies : S-46

LOT 07 Entreprise Moreau:

Atelier :

LOT 08 Entreprise Martaud :

LOT 09 Entreprise Charrier :

Atelier :
Transmettre réservations

LOT 10 Entreprise Placarpeint :

Ecole :

Rappel : Finir les travaux école : peinture tuyaux radeateur oubliés, coulures sur vitrages porte sanitaires du personnel, reprise peinture jaune dans la Salle du restaurant scolaire : angle moisi.

LOT 10 Entreprise Stasiak :

Ecole :

Atelier :
Transmettre réservations

LOT 12 Entreprise Stasiak :

- Atelier :
Contrôler la faisabilité de repose des appareils sanitaires fournis par le Maître d'ouvrage

Lot n°14 – ascenseur – ent. Schindler :

- En attente ligne téléphonique dédiée et branchement électrique définitif pour essais et protocoles, à prévoir pour début janvier 2014.

La prochaine réunion de chantier aura lieu le vendredi 22 novembre 2013 à 9 heures

TP SERVICES

RE : cr 24 aussac Vadalle

De : "TP SERVICES" <tp.services16@orange.fr>

Date : mar. 21/01/2014 12:00

À : "Gouedo Architecte" <gouedo-archi@orange.fr>

Ce message a été envoyé avec une importance haute

FIDAL
 CABINET D'AVOCATS
 MAITRE P. MAUMOT
 "Le Montesquieu"

19, avenue J.-F. Kennedy - B.P. 50330
 33495 MERIGNAC CEDEX

Monsieur,

Suite à la réception du CR n°24 concernant le marché cité en objet, merci de bien vouloir prendre en compte les informations suivantes relatives aux points suivants:

- mise en uvre d'un enrobé dans la partie garage
 - pourrait on avoir le devis acté et signé "bon pour accord" ainsi qu'un ordre de service?
- L'assainissement doit permettre la manuvre d'un tracteur + remorque pour entrer dans l'auvent par le pignon
 - Attention! risque de "casse" des tuyaux en tranchée. Il faut bétonner. Que fait-on?
- Intervention VRD - assainissement S-04; enrobés S-05
 - On avait dit deux semaines d'intervention rien que pour les réseaux et l'assainissement. Concernant les enrobés semaine 5, cela n'est pas possible. Nous attendons confirmation des centrales pour les dates de réouverture ainsi que les commandes. Concernant le niveau du bâtiment, après vérification, il semblerait que le bâtiment soit 12 cm plus bas que le niveau que nous nous étions donné, cela nous oblige à reformuler les pentes sur des surfaces plus importantes. Qu'en est-il?
- De plus, nous sommes toujours dans l'attente des gaines PEHD diam 25 et diam 32 que l'entreprise STASIAK doit nous fournir.

Merci de bien vouloir nous faire part de vos commentaires

Vous en souhaitant bonne réception

Salutations

STEPHANE MANAT
 TP SERVICES

----- Message d'origine -----

De : "Gouedo Architecte" <gouedo-archi@orange.fr>

Date lun. 20/01/2014 08:20 (GMT +01:00)

À : "Annick Martaud" <annick.martaud@orange.fr>, "manat" <tp.services16@orange.fr>, "mairie aussac" <mairie@aussac-vadalle.fr>, "b moreau"

<bernardmoreau@bernardmoreau.com>, "Jean Michel CHARRIER"

<charrier.jeanmichel@wanadoo.fr>, "magnon berton"

<mickael.magnon@bertonalu.com>, "plat carr peint" <platcarrpeint@orange.fr>, "rulleau

APMS 16" <apms16@orange.fr>, "stasiak" <sarl.stasiak@orange.fr>, "socotec nahat"

<Antoine.NAHAT@socotec.fr>, "aussac montassier" <jpmontassier@gmail.com>, "Liot

gérard" <gliot@sditec.fr>, "socotec vergne" <jerome.vergne@socotec.com>, "TROISEL

16 Eric Thomas" <eric.thomas@troisel.com>

Objet : cr 24 aussac Vadalle

Sincères salutations

(Veuillez accuser réception de ce message)

Olivier GOUEDO Architecte D.P.L.G.
 143, rue de Montmoreau

16000 Angoulême

Tél : 05-45-25-44-48

Fax : 05-45-39-92-41

Port. : 06-08-91-53-99



Faites un geste pour la planète, n'imprimez ce mail que si c'est vraiment nécessaire

GOUEDO OLIVIER
Architecte D.P.L.G.
Certification HQE niveau II - Expertise
Diplôme Universitaire Expert Judiciaire

guedo-olivier@orange.fr
143, rue de la République - 16000 Angoulême
Tél : 05 45 92 41 48 - Fax : 05 45 92 92 41
Mét : 05 45 92 41 48 - Cof : 05 45 92 41 48

C.R. n°24

**RESTRUCTURATION DE L'ECOLE
EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE
& CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL
MAIRIE D'AUSSAC VADALLE**

COMPTE-RENDU DE CHANTIER n°24 de la semaine 04

INTERVENANTS	P/A/E	DIF.	Invit	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.	LOT	ENTREPRISES	P/A/E	DIF.	CO.
Mairie aussac vadalle	P	X	24/01 14h30	01 =>	TP Services	P	X	24/01 14h30	10=>	Placarrepoint	A	X	24/01 14h30
Socotec		X		02 =>	Charrier		X		11=>	Stasiak	E	X	24/01 14h30
APM16		X		03 =>	Troisel		X		12=>	Stasiak	E	X	24/01 14h30
				04 =>	Troisel		X						
				05 =>	Troisel		X						
				06 =>	Berton		X						
				07 =>	Moreau		X						
				08 =>	Martaud		X						
				09 =>	Charrier	A	X	24/01 14h30					

Légende : "P" : présent - "A" : absent - "R" : retard - "E" : excusé - "DIF." : diffusion - "CO." : convoqué sem. suiv.

INTERPERIES :

SEM.:S-25

Depuis le :

Notes Générales :

Prochaine réunion de chantier : vendredi 24/01/2014, à 14h30

AVANCEMENT :

MAITRE D'OUVRAGE:

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

LOT 02 Entreprise Charrier :

LOT 03 Entreprise Troisel :

LOT 04 Entreprise Troisel :

LOT 05 Entreprise Troisel : Zinguerie : 95%

LOT 06 Entreprise Berton alu : 95%

LOT 07 Entreprise B Moreau :

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 08 Entreprise Martaud : plâtrerie 80%

C.R. n°24

AUSAC

LOT 09 Entreprise Charrier :

LOT 10 Entreprise Placarrepoint :

LOT 10 Entreprise Stasiak : distribution : 100%

LOT 12 Entreprise Stasiak : Attentes : passées

INTERVENTIONS :

MAÎTRE D'OUVRAGE:

- Les maître d'ouvrage demande la suppression et mise en attente sous carrelage des réseaux dans vestiaires femmes

ARCHITECTE :

BUREAU DE CONTROLE

CSPS :

LOT 01 Entreprise TP Services :

- Ecole :
 - Semer le gazon sur le terrain du voisin et école
- Atelier :
 - Le maître confirme la mise en œuvre d'un enrobé dans la partie garage
 - L'assainissement doit permettre la manœuvre d'un tracteur+ remorque pour entrer dans l'auvent par le pignon
 - Intervention VRD – assainissement : S-04 : SANS AUTRE DELAI, ces ouvrages doivent être terminés et mis en service cette semaine
 - Enrobé ; S-05

LOT 02 Entreprise Charrier :

- Ecole :
 - Couvre-joint de dilatation entre existant et extension : des 2 côtés.
 - Poser rosace au niveau des Presto
- Atelier :

LOT 03 Entreprise Troisel :

- Ecole :
 - Nettoyer velux cuisine
 - Poser la gouttière au niveau du WC du personnel
- Atelier
- Poser Gouttières et descentes EP Semaine 04 : IMPERATIVEMENT

LOT 04 Entreprise Troisel :

- Atelier : poser la porte métallique lundi 13-01-14

LOT 05 Entreprise Troisel :

- Ecole :
- Atelier

Les termes du présent document sont réputés approuvés s'ils n'ont fait l'objet d'aucune contestation dans les huit jours suivant son envoi

LOT 06 Entreprise Berton alu :

C.R. n°24

Ecole :

- Poser film sur porte du local enseignants
- Poser les cylindres définitifs

Atelier :

- Poser couvre joint dans atelier
- Poser ventilation au niveau des baies vestiaires

LOT 07 Entreprise Moreau:

Atelier :

- Approvisionner les portes S-06

LOT 08 Entreprise Martaud :

Ecole :

Atelier :

- La porte métallique vestiaires Femmes sera posée lundi 13/01. Finir plâtrerie
- Faire les bandes 13/14-0-14
- Seuls les vestiaires Hommes seront faits

LOT 09 Entreprise Charrier :

Atelier :

- Les maître d'ouvrage demande la suppression et mise en attente sous carrelage des réseaux dans vestiaires femmes : faire le nécessaire
- Faire la pose des carrelage et faïence : S/05-S/06

LOT 10 Entreprise Placarpeint :

Ecole :

Rappel : Finir les travaux école : peinture tuyaux radeateur oubliés, coulures sur vitrages porte sanitaires du personnel, reprise peinture jaune dans la Salle du restaurant scolaire : angle moisi.

Atelier :

Réceptionner les bandes le 16/01/14

Intervention S-07/S/08

LOT 10 Entreprise Stasiak :

Ecole :

Atelier :

- Seuls les vestiaires Hommes seront faits
- Les maître d'ouvrage demande la suppression et mise en attente sous carrelage des réseaux dans vestiaires femmes : faire le nécessaire
- Alimentation eau froide uniquement : evier atelier.
- Finition S-06

LOT 12 Entreprise Stasiak :

Atelier :

- Seuls les vestiaires Hommes seront faits
- Finition S-06